

Inflation

Al : Inflation. — An : Inflation. — R : Inflacija.

Hausse générale et continue du prix des marchandises, l'inflation traduit une baisse du « pouvoir d'achat » moyen de la monnaie.

Marx ne parle que de « hausse des prix », étant entendu que ce mouvement sera compensé par une baisse ultérieure (et à long terme il pense plutôt à une baisse des prix). Effectivement, le XIX^e siècle ne

connaît pas ce mouvement continu, tantôt latent, tantôt accéléré, de hausse des prix, qui caractérise le capitalisme depuis 1914. Cependant, la théorie laissée par Marx permet d'en rendre compte, pourvu qu'on sache l'appliquer à la réalité contemporaine.

Marx et la « hausse des prix ». — Dans la théorie marxiste, les rapports d'échange entre les marchandises sont régis par leurs rapports de valeur, éventuellement « transformés » en prix de production. Le prix désigne d'abord le rapport entre la valeur d'une marchandise et celle de la monnaie.

Mais, d'autre part, chaque échange est, dans l'économie marchande, un « saut périlleux », et la réalisation de la marchandise en monnaie se fait rarement « à sa valeur » (ni « à son prix de production »).

« Le rapport d'échange peut exprimer ou la valeur même de la marchandise, ou le plus ou le moins que son aliénation, dans des circonstances données, rapporte accidentellement. Il est donc possible qu'il y ait un écart, une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur, et cette possibilité gît dans la forme prix elle-même. C'est une ambiguïté qui, au lieu de constituer un défaut, est au contraire une des beautés de cette forme, parce qu'elle l'adapte à un système de production où la règle ne refait loi que par le jeu aveugle des irrégularités qui, en moyenne, se compensent, se paralysent et se détruisent mutuellement » (K., I, I, III).

En effet, l'excès du prix effectif (« de marché ») sur le prix normal constitue un appel à produire davantage de marchandise.

Nous disposons donc déjà de deux causes possibles de hausse des prix. D'abord la valeur de la marchandise qui sert de monnaie (l'or au XIX^e siècle), ou son « prix de production », ou même cette forme encore transformée de la valeur qui intègre la rente minière, peut croître relativement au mouvement généralement décroissant des autres marchandises. C'est effectivement la tendance longue du XIX^e siècle, où la stagnation moyenne des prix ne reflète nullement la baisse de valeur que permettent les gains de productivité. Par ailleurs, à chaque découverte de meilleure mine d'or, le niveau des prix remonte.

Mais la hausse générale des prix peut aussi exprimer le fait que toutes les marchandises sont « accidentellement » demandées en excès. Pour les Classiques (avant Marx), une telle chose était impossible : ils ne concevaient qu'une disproportion passagère entre les branches, excluaient la possibilité de sous-production généralisée (donc de hausse de prix) ou de surproduction (donc de crise).

Marx montre cependant (K., ES, II, 4, 193) que la sous-production généralisée (par rapport au pouvoir d'achat distribué en argent) est tout à fait possible : il suffit d'une *accélération* des commandes de capital fixe dans des branches où le temps de circulation est particulièrement long (par exemple lors d'une vague de construction de chemins de fer). La valeur en argent de ces investissements est immédiatement distribuée aux ouvriers et aux capitalistes qui contribuent à leur production, mais la contrepartie dans un accroissement de la valeur de la production nationale ne s'effectuera que progressivement. Pendant toute une période, la demande, en monnaie, l'emportera sur l'offre en produits divers : « La demande solvable augmente sans fournir aucun élément d'apport. On assiste en

conséquence aussi bien à la hausse des moyens de subsistance que des matières de production. »

Comme on le voit, les auteurs modernes qui parlent d' « inflation d'investissement » n'ont rien inventé. Marx dès cette époque soulignait pourtant qu'un tel phénomène ne saurait être que transitoire, les disproportions entre branches à cycles de rotation différents tendant à se compenser du fait même de cette hausse des prix, qui ne peut que déboucher à terme sur une surproduction généralisée. En fait, ce phénomène, enrichi d'autres mécanismes, rend compte de « l'inflation de boom », mais non de la « stagflation » actuelle (inflation plus stagnation des affaires).

Marx répond au passage (*ibid.*, p. 315) aux théories qu'on appelle aujourd'hui « inflation par la demande » et « inflation par les coûts », qui toutes deux attribuent l'inflation à la hausse des salaires. A la première (trop de salaire fait trop de demande) il répond qu'une modification de la structure de l'offre viendra nécessairement compenser les déséquilibres. A la seconde (la hausse des coûts de production entraîne la hausse des prix), il répond que si les capitalistes peuvent augmenter leurs profits pour compenser la hausse des salaires, alors ils peuvent le faire même sans hausse des salaires.

Les conditions de l'inflation moderne. — Marx lève ici un fameux lièvre. Que se passerait-il si les ouvriers étaient capables de maintenir leur pouvoir d'achat réel, et les capitalistes d'imposer un taux de profit supérieur au taux de profit qui découle de la loi de la valeur ? Il répond (K., ES, III, 4, 195) :

« En réalité, cette hausse nominale générale du taux de profit et du profit moyen — qui le rend supérieur au taux résultant de la division de la plus-value réelle par le capital total avancé — ne peut avoir lieu sans entraîner une augmentation du salaire ainsi qu'une hausse des prix des marchandises constituant le capital constant... L'expression monétaire est exagérée de part et d'autre ».

Seulement, Marx ne croit pas cela possible, car il existe au moins une marchandise dont le prix ne peut pas bouger, quelle que soit la variation de ses coûts de production : l'or ! Donc, la valeur des marchandises, qui se décompose en partie constante, variable et plus-value, doit toujours déterminer les prix des marchandises, qui, dans le monde renversé des apparences semblent s'obtenir par « sommation d'éléments constitutants » (K 4, ES, 3, annexe 5) : coûts, salaires, rentes et profits.

Si la contrainte de bouclage de cette sommation sur au moins une marchandise (l'or) est levée, alors les prix peuvent effectivement s'envoler tous ensemble en respectant les rapports de valeur. Or c'est ce qui se passe avec la généralisation, dans la première moitié du xx^e siècle, de la *monnaie de crédit*, émise par les banques qui anticipent par leurs prêts l'accumulation du capital, et font valider ces prêts par la Banque centrale, laquelle leur remet une monnaie de papier ayant *cours forcé*, c'est-à-dire ayant légalement un statut analogue à l'or (équivalent général, moyen de paiement).

On peut se demander pourquoi l'apparition de la monnaie de crédit permet plutôt la hausse que la baisse générale des prix. Cela tient à la forme de régulation nécessaire au régime d'*accumulation intensive*, qui

s'accompagne de gains de productivité constants et rapides, avec la généralisation du taylorisme puis du fordisme dans les années 20. Plutôt que de baisser les prix pour conquérir des parts de marché, chaque capitaliste a intérêt à laisser ses prix inchangés et à augmenter le salaire des ouvriers d'un taux au plus égal aux gains de productivité. Le marché s'étend ainsi en même temps que la production, à taux d'exploitation croissant, malgré la hausse du pouvoir d'achat ouvrier. Ces prix relativement stables traduisent cependant une baisse de la valeur représentée par la monnaie. Un tel régime d'inflation « latente » a duré en gros de 1955 à 1965 en Occident. Puis la hausse des prix s'est accélérée pour un large faisceau de raisons, tenant cependant à l'évolution du rapport des valeurs. Le fordisme, tout en augmentant la composition organique du capital, ne permettait plus d'accroître suffisamment la productivité pour maintenir le rapport de la plus-value au capital engagé (qui détermine le taux de profit).

La lutte des capitalistes contre les ouvriers pour rétablir le taux d'exploitation se traduit par une « spirale profits/salaires ». Mais par ailleurs, chaque capitaliste essayait de compter, dans ses coûts de production, le capital constant à son prix d'achat, alors que le « progrès technique » le dévalorisait à vive allure. Nouvelle spirale « coûts des amortissements / coûts des investissements ». Enfin, d'autres parties prenantes au partage de la plus-value mondiale entendaient maintenir leur part (notamment en France le groupe des petits et moyens capitalistes du commerce, beaucoup plus puissant politiquement qu'on ne le dit), voire l'augmenter. C'est ce que firent, sous la pression des luttes de leurs peuples, les classes dominantes des états exportateurs de pétrole en augmentant la rente pétrolière.

De la sommation de toutes ces hausses des « éléments constitutants » du prix de marché des marchandises, sous le régime de la monnaie de crédit étendue dans les années 60-70 à l'économie internationale (eurodollars, DTS, etc.), résulte l'inflation mondiale, différenciée selon les pays en fonction du rapport de force entre les classes. Elle est l'expression monétaire de la crise du régime d'accumulation intensive.

Il est donc insuffisant d'expliquer l'inflation par le « monopolisme », qu'il s'agisse, pour la droite, du monopole syndical, ou, pour la gauche, de celui des grandes entreprises. Car un tel « monopole » ne peut que peser sur le repartage de la plus-value, mais, outre l'objection de Marx à « l'inflation par les coûts », ce repartage pourrait bien se faire à prix constant ou même en baisse (ce qui fut le cas). Si on entend par « régulation monopoliste » la combinaison d'une forme du rapport salarial (fondée sur la contractualisation et le salaire indirect), de la concurrence (fondée sur les groupes financiers), de la gestion de la monnaie (fondée sur le crédit et le cours forcé), et d'une intervention spécifique de l'Etat, alors l'inflation est la forme de la crise dans la régulation monopoliste.

● BIBLIOGRAPHIE. — Sur l'accumulation intensive, sa régulation monopoliste et sa crise : M. AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, 1976; A. LIPIETZ, *Crise et inflation : pourquoi ?*, Maspéro, 1979-1980. — Sur l'aspect monétaire de l'inflation : P. GROU, *Monnaie, crise économique*, PUG-Maspéro, 1977. — Sur les composantes de l'inflation : R. BOYER et J. MISTRAL, *Accumulation, inflation et crises*, PUF, 1978. — On trouvera des explications de l'inflation rapportées au seul « monopolisme » dans les ouvrages du PCF (*Le capitalisme monopoliste d'Etat*, ES), ainsi d'ailleurs que chez les trotskistes (voir le dossier présenté par le

collectif Critique de l'Économie politique, *L'inflation*, Maspero, 1974). — Pour une théorie plus large, mais avec une part de vérité, de l'inflation contemporaine, voir M. ROCARD et J. GALLUS, *L'inflation au cœur*, Gallimard, 1975.

► CORRÉLATS. — Banque, Monnaie, Profit, Valeur.